

NOTICES DES INTERVENANTS
22-23 novembre 2017
Fraudes, frontières et territoires XVII^e-XXI^e siècle

ALT Éric

Magistrat, Éric Alt a exercé au parquet d'Angers, au ministère de la Justice, à la Cour de cassation et au tribunal de grande instance de Paris. Il est actuellement vice-président d'Anticor et administrateur de Sherpa, deux associations dont l'objet est de lutter contre la corruption. Il est coauteur, avec Irène Luc, de *L'esprit de corruption* (Lormont, Éditions Le Bord de l'eau, 2012).

AMAUGER-LATTES Marie-Cécile

Maître de conférences en droit à l'université Toulouse 1 Capitole, Marie-Cécile Amauger-Lattes est titulaire de l'habilitation à diriger des recherches, membre du Centre de droit des affaires (EA 780) et spécialisée en droit social. Ses travaux portent sur la santé au travail, l'emploi des seniors ou encore le droit pénal du travail (avec Stéphane Leplaideur, « La fraude sociale confrontée au droit pénal : l'exemple du travail dissimulé », *Revue Lamy droit des affaires*, 2015, n° 105, supplément, p. 10-15). Elle s'intéresse notamment aux problèmes juridiques que soulève la mobilité internationale des travailleurs (avec Gérard Jazottes, « Libre prestation des services et circulation des travailleurs : entre concurrence et droit social », *Revue de jurisprudence sociale*, 11/2007, chron. p. 911-917). Elle a notamment été responsable de la réalisation d'une convention de recherche (2013-2015) entre l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale, l'université de Toulouse 1 Capitole et l'université de Rennes 1, intitulée Lutter efficacement contre la fraude sociale transnationale : pourquoi, comment, avec qui ?

AUGUSTIN Émilie

Docteure en sciences économiques depuis 2015, Émilie Augustin a soutenu sa thèse sur « La mondialisation favorise-t-elle la criminalité ? ». Ses principaux thèmes de recherche sont l'économie du crime, le lien entre mondialisation et évolution de la criminalité, la contrefaçon, la criminalité maritime et les paradis fiscaux. Elle a notamment publié « Paradis fiscaux et mondialisation », *La Revue du Grasco* (Groupe de recherche et d'action sur la criminalité organisée, laboratoire de recherches de l'unité mixte de recherche Droit-religion-entreprise-société de l'université de Strasbourg), n° 19, juillet 2017.

BIN Fabrice

Maître de conférences en droit à l'université Toulouse 1 Capitole depuis 2011, Fabrice Bin est membre de l'Institut de recherches en droit européen, international et comparé (Centre européen de recherches financières et fiscales). Il est l'auteur d'une thèse de droit sur « L'influence de la pensée chrétienne sur les systèmes fiscaux d'Europe occidentale » (2005, Paris, L'Harmattan, 2007) et a publié plusieurs articles consacrés aux doctrines fiscales, au droit fiscal comparé, au droit fiscal international et européen, et à la fiscalité de l'environnement.

BLARY-CLEMENT Édith

Professeure de droit à l'université de Lille, Édith Blary-Clément est spécialiste de droit de la propriété intellectuelle qu'elle enseigne en master et doctorat. Codirectrice de l'Équipe de recherche en droit privé (Erap) au sein du centre de recherches Droit et perspectives du droit, elle assure la direction scientifique de l'axe Propriété intellectuelle et entreprise. Membre du groupe de recherches Normes, sciences et techniques (Nost), elle est coresponsable de la

chronique Biotechnologies de la revue *Cahiers, droit, sciences et technologie*. Ses dernières publications en matière de propriété intellectuelle sont « L'impression en 3 dimensions : facilitateur d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle », à paraître dans la *Revista La Ley Mercantil*, La Ley Wolters Kluwer ; « Commentaire de l'avis de la Commission concernant certains articles de la directive 98/44/CE du Parlement européen et du Conseil relative à la protection juridique des inventions biotechnologiques (2016/C 411/03) », *Cahiers DST*, 2017/7, chron. « Biotechnologies », p. 183-188 ; « Pour une interprétation harmonisée et cohérente de l'article 53 de la CBE », *Cahiers DST*, 2016/6, chron. « Biotechnologies », p. 257-262 ; « Le certificat complémentaire de protection : un outil excessif de monopole pour une recherche fondamentale ? », en collaboration avec E. Serghereaert, *Revue générale de droit médical*, n° spécial 2016, p. 235-246.

BOISSET-REPKAT Florence

Titulaire d'un master 2 finances publiques et fiscalité, Florence Boisset-Repkat intègre la direction générale des finances publiques en 2008 en tant que cheffe de brigade. Elle est ensuite chargée de mission Simplification au Secrétariat général du gouvernement entre 2014 et 2016, puis adjointe au chef de la Stabilité financière, des Normes comptables et de la Gouvernance des entreprises à la direction générale du Trésor en 2016. Depuis 2008, elle enseigne la fiscalité à la Skema Business School. Elle exerce aujourd'hui les fonctions de directrice adjointe de la gestion du contrôle fiscal à la direction régionale des finances publiques d'Île-de-France.

CLARE Thomas

Thomas Claré est étudiant en master d'histoire contemporaine des relations internationales au Centre d'histoire de l'Asie contemporaine de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il prépare actuellement un mémoire sur la contrebande de l'opium et la province de Lào Cai (1886-1940) sous la direction de Pierre Singaravélou.

CONCHON Anne

Anne Conchon est professeure d'histoire moderne à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et chercheuse associée à l'IDHE.S (UMR 8533). Depuis la publication de son ouvrage sur *Le péage en France au XVIII^e siècle. Les privilèges à l'épreuve de la réforme* (Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002), elle poursuit ses recherches sur l'économie des circulations, le marché des transports et le financement des infrastructures. Son dernier livre consacré à la réquisition en travail, *La corvée des grands chemins au XVIII^e siècle. Économie d'une institution*, est paru aux Presses universitaires de Rennes en 2016.

DE FONTAINE Sophie

Maître de conférences HDR à l'université Toulouse 1 Capitole depuis 1999, Sophie de Fontaine est membre de l'Institut de recherches en droit européen, international et comparé (Centre européen de recherches financières et fiscales qu'elle a dirigé). Elle est l'auteure d'une thèse de droit consacré à « L'opération fiscale » (1998) et a dirigé un ouvrage consacré à la *Doctrine fiscale : à la redécouverte des grands classiques* (Paris, L'Harmattan, 2007). Enseignante spécialiste de contentieux et de droit fiscal international, elle a publié plusieurs études dans ces domaines. Elle dirige un master 2 droit fiscal de l'entreprise en formation continue.

DESBARATS Isabelle

Professeure à l'université de Toulouse 1 Capitole, Isabelle Desbarats est spécialiste de droit social. Ses recherches portent sur les problématiques suivantes : faits religieux au travail, responsabilité sociétale et éthique d'entreprise, santé au travail, droit de l'emploi des seniors. Elle s'intéresse également, sous l'angle du droit du travail européen, aux questions soulevées par le détachement transnational de travailleurs (« La régulation juridique à l'épreuve du processus européen de libéralisation des services », *La Semaine juridique. Entreprise et affaires* (JCP E) (48), n° 2485, 2007, p. 40-46 ; « Le détachement transnational des travailleurs. Vers une révision communautaire », *Les Cahiers du droit de l'entreprise*, 2013. Elle a participé à la recherche collective « Comment lutter contre la fraude sociale transnationale : pourquoi, comment, avec qui ? » (Agence centrale des organismes de Sécurité sociale-université Toulouse 1 Capitole-université de Rennes 1, 2013-2015).

DUPONT Alexandre

Ancien normalien et ancien membre de la Casa de Velázquez, Alexandre Dupont a soutenu en septembre 2015 une thèse en histoire contemporaine intitulée « Une Internationale blanche. Les légitimistes français au secours des carlistes, 1868-1883 » sous la direction de Philippe Boutry (université Paris 1 Panthéon-Sorbonne) et de Pedro Rújula (universidad de Zaragoza). Élu maître de conférences à l'université de Strasbourg en 2017, ses recherches portent désormais sur les circulations contre-révolutionnaires transnationales, d'armes et de combattants en particulier, ainsi que sur la frontière au XIX^e siècle perçue comme une échelle spécifique du politique. Parmi ses dernières publications : « Soignantes et consolatrices. Femmes contre-révolutionnaires pendant la seconde guerre carliste (1872-1876) », *Genre et histoire*, 2017/2, <http://genrehistoire.revues.org/2695> ; « L'impossible déchéance de nationalité. L'État français face au volontariat militaire procarliste (1872-1876) », *Le Mouvement social*, 2017/2, p. 99-110.

FRADET Marc

Marc Fradet est titulaire d'une maîtrise de sciences économiques. En 1975, il intègre l'administration des Douanes et y poursuit toute sa carrière, jusqu'aux fonctions de directeur régional (à la direction générale en 2000, à Strasbourg en 2003), de directeur interrégional (à Paris en 2008), enfin de receveur régional (à Orléans de 2012 à 2017). Il est désormais retraité de cette administration. Membre de longue date de l'Association pour l'histoire de l'administration des Douanes (Ahad), il en est le président depuis 2012. Il a livré quelques articles sur l'histoire de la Douane dans la revue de l'Ahad, *Les cahiers d'histoire de la Douane et des Droits indirects*.

GABET Maïté

Titulaire d'un DEA de droit public de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, diplômée de l'École nationale des impôts en 1984, Maïté Gabet débute sa carrière à la direction des Vérifications nationales et internationales en charge du contrôle des multinationales, puis à la direction des Vérifications de la région Île-de-France en tant qu'inspectrice principale des Impôts. Elle est ensuite nommée directrice divisionnaire des Impôts et intègre l'administration centrale de la direction générale des Finances publiques (DGFIP) en 2005 en tant que cheffe du bureau des Affaires internationales. Administratrice générale des finances publiques en 2012, elle est alors chargée de la direction nationale des Vérifications de situations fiscales en charge du contrôle des personnes physiques. Dans ce cadre, elle met en place le service de Traitement des déclarations rectificatives, qui a permis l'imposition des avoirs non déclarés détenus à l'étranger par les contribuables souhaitant régulariser leur situation. Depuis novembre 2016, elle dirige le service du Contrôle fiscal de la DGFIP.

GINTZ Rodolphe

Diplômé de l'École polytechnique (1999) et de l'École nationale des ponts et chaussées (2002), Rodolphe Gintz est directeur général des Douanes et Droits Indirects depuis février 2017. Il a été précédemment conseiller Finances et Comptes publics du Président de la République, conseiller auprès du directeur du Budget (2014-2015) et conseiller budgétaire du Premier ministre (2012-2014). Auparavant, il a travaillé pendant dix ans à la direction du Budget en tant que chef de bureau, sous-directeur puis directeur adjoint, dans différents domaines tels que l'éducation, l'emploi, les transports et les politiques sociales. De 2010 à 2012, il a donné des conférences en finances publiques et sociales à l'École nationale d'administration.

GROSBOIS Thierry

Docteur en histoire contemporaine, Thierry Grosbois étudie l'histoire de la construction européenne, sous l'angle politique et économique, et la stratégie des entreprises multinationales dans une perspective européenne et globale. Il est actuellement chargé de cours associé à l'université du Luxembourg, où il assure notamment des cours et séminaires d'histoire de l'intégration politique européenne. Il est associé à des programmes de recherche interdisciplinaire sur la « gouvernance européenne », regroupant politologues, historiens, philosophes et économistes. Il est notamment l'auteur de *Dictionnaire historique de l'Europe unie*, en collaboration avec P. Gerbet et G. Bossuat, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2009 ; *L'euro, un rêve qui s'effondre ?*, Paris, Books on demand, 2013 ; « Benelux monetary diplomacy and the Bretton Woods conference », dans G. Scott-Smith et J. Simon Rofe (dir.), *Bretton Woods : Global Perspectives on the Conference and the Post-War World Order*, Londres, Palgrave, 2017.

GUENA Pauline

Ancienne élève de l'École normale supérieure de Lyon, agrégée d'histoire, et ancienne assistante en science politique à l'université Galatasaray (Istanbul), Pauline Guena est attachée temporaire d'enseignement et de recherche à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Elle prépare dans cette université, sous la direction d'Élisabeth Crouzet-Pavan, une thèse intitulée « Entre Venise et l'Empire ottoman : des sociétés de contact en Méditerranée 1453-1517 ». À partir de plusieurs fonds d'archives méditerranéens, elle étudie la construction de liens à différentes échelles, en insistant sur l'importance des rapports frontaliers et des accords locaux. Elle a récemment publié « Désobéissances vénitiennes en territoire byzantin : quelle unité parmi les "élites" de Venise face à l'approche ottomane ? », dans Marie-Anna Chevalier et Isabelle Ortega (dir.), *Élites chrétiennes et formes de pouvoir en Méditerranée centrale et orientale (XIII^e-XV^e siècle)*, Paris, Classiques Garnier, 2017, et l'introduction du bulletin « Cultures de l'autre : rencontre, rejet, échange », *Questes*, n° 36, 2017.

GUIOT Flore

Flore Guiot est aspirante FRS-FNRS et doctorante en histoire à l'université catholique de Louvain. Elle est membre du Laboratoire de recherches historiques (LaRHIS) et de l'Institut d'analyse du changement dans l'histoire et les sociétés contemporaines (Iacchos). La thèse de doctorat, qu'elle réalise sous la direction du professeur Aurore François, est consacrée aux politiques de sécurité alimentaire en Belgique (1840-1920). Les premiers résultats de ses recherches ont récemment fait l'objet d'un article paru dans la *Revue belge d'histoire contemporaine* : « L'État belge face aux enjeux de qualité alimentaire dans la seconde moitié du XIX^e siècle. Responsabilisation et institutionnalisation consacrées par les lois des 17 mars 1856 et 4 août 1890 relatives à la falsification alimentaire », XLVI, 2016, 3/4, p. 136-163. Elle a également publié : « L'hygiéniste et le chimiste. À propos de l'autorité accordée à ces

deux figures de l'expertise en lien avec la loi belge du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires », *Les Cahiers Sirice*, 2017/1, n° 18, p. 45-60.

JAMBU Jérôme

Conservateur au département des Monnaies, Médailles et Antiques de la Bibliothèque nationale de France, Jérôme Jambu est détaché en qualité de maître de conférences en histoire moderne à l'université de Lille 3 et chercheur associé à l'Institut de recherches historiques du Septentrion (IRHiS, UMR 8529). Il a notamment publié « Daech : la monnaie comme arme », *Carnet de l'Association française d'histoire économique*, 20 mars 2016 (<http://afhe.hypotheses.org/8669>) ; « Un atelier de faux-monnayage espagnol au château de la Crossonnière (Anjou, vers 1600-1610) », *Archives d'Anjou*, n° 18, 2015, p. 79-89 ; « La circulation monétaire en Flandre wallonne au lendemain de sa conquête par Louis XIV », *Revue du Nord*, n° 406, juil.-sept. 2014, p. 499-526 ; *Tant d'or que d'argent. La monnaie en Normandie à l'époque moderne (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013, 642 p. ; « La circulation de la fausse monnaie métallique dans le royaume de France, milieu du XVII^e-fin du XVIII^e siècle (diffusion, perception, utilisation, élimination) », dans Olivier Caporossi et Bernard Traimond (dir.), *La fabrique du faux monétaire (du Moyen Âge à nos jours)*, Toulouse, Méridiennes, 2012, p. 83-102.

LEMBRE Stéphane

Membre du Centre de recherches et d'études histoire et société (Crest, université d'Artois), Stéphane Lembré est maître de conférences en histoire contemporaine à la Comue Lille Nord de France École supérieure du professorat et de l'éducation. Ses travaux concernent l'histoire de l'éducation et l'histoire économique et sociale. Dans ce dernier domaine, ils portent plus particulièrement sur les marchés agroalimentaires et leurs régulations. Parmi ses dernières publications : « Séparer le bon grain de l'ivraie ? L'organisation patronale dans la meunerie du Nord (1914-1987) », *Le Mouvement social*, n° 250, 2015/1, p. 81-95 ; et *La guerre des bouches. Ravitaillement et alimentation à Lille 1914-1919*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2016.

LORENZO Gil

Gil Lorenzo est, depuis mai 2017, sous-directeur des Affaires juridiques et de la Lutte contre la fraude à la direction générale des Douanes et Droits indirects. Cette sous-direction a en charge les politiques du renseignement, des contrôles, de la lutte contre la fraude et du contentieux. Elle comprend aussi le service d'Analyse de risque et de Ciblage des Douanes. Auparavant, il exerçait les fonctions de directeur régional des Douanes à Lille.

MELON JIMENEZ Miguel

Miguel Ángel Melón Jiménez est professeur d'histoire moderne à l'université d'Estrémadure (Espagne). Ses axes de recherche portent sur l'étude des espaces frontaliers de l'Empire espagnol. Il a notamment publié *Hacienda, comercio y contrabando en la frontera de Portugal, siglos XV-XVIII* (Cáceres, Cicón, 1999) et *Los tentáculos de la Hidra. Contrabando y militarización del orden público en España, 1784-1800* (Madrid, Silex Ediciones, 2009). Il a été responsable d'un projet de recherche financé par le ministère espagnol des Sciences et de l'Innovation, intitulé *Las fronteras del Imperio español (1659-1812). Procesos de definición, formas de ocupación del espacio, y sistemas de control del territorio*, et actuellement d'un autre projet intitulé *Dinámica de las fronteras en periodos de conflicto. El Imperio español (1640-1815)*. Il coordonne par ailleurs le Grupo para el estudio de la historia social del Occidente moderno peninsular (GEHSOMP) dans son université de rattachement.

MONTENACH Anne

Agrégée et docteure en histoire de l'Institut universitaire européen de Florence, Anne Montenach est professeure d'histoire moderne à l'université d'Aix-Marseille. Ses travaux portent sur l'économie d'Ancien Régime et plus particulièrement sur les circulations illicites et la place des femmes dans les échanges. Elle a récemment publié sur le thème de la contrebande : *Femmes, pouvoir et contrebande dans les Alpes au XVIII^e siècle*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2017 ; avec Markus A. Denzel, Andrea Bonoldi et Françoise Vannotti (Hrsg.), *Oeconomia Alpium I : Wirtschaftsgeschichte des Alpenraums in vorindustrieller Zeit. Forschungsaufriiss, -konzepte und -perspektiven*, Berlin, De Gruyter, 2017 ; « Conflict, territory and the frontier economy : smuggling in the Alps of Dauphiné during the 18th century », *Journal of Alpine Research*, 104-1, 2016.

PECRIAUX Baptiste

Titulaire d'une maîtrise de droit international des affaires et d'un master 2 de droit comparé des pays arabes de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, ancien élève de l'Institut de criminologie de l'université Paris 2, Baptiste Pécriaux s'est formé dans plusieurs cabinets d'avocats pénalistes et a accompli plusieurs missions en agences de communication. Il rejoint Transparency International France en 2012 et est aujourd'hui chargé de plaider et responsable du programme secteur privé. À ce titre, il accompagne les entreprises et les organisations dans la mise en place de leurs politiques d'intégrité et de transparence. Il est également en charge du programme de formation à destination des organisations et des entreprises, et de l'enseignement supérieur. Il a par ailleurs mené des travaux de recherche sur la lutte contre la corruption au sein des entreprises.

ROIGNAN Anne-Hélène

Diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit public, Anne-Hélène Roignan rejoint la direction de la Sécurité sociale en 1999, à sa sortie de l'École nationale d'administration, en qualité de cheffe du bureau des Régimes de base de retraites. Elle sert ensuite pendant quinze ans à la direction générale du Trésor (DGT), en France et à l'étranger : adjointe au chef du bureau des Accords commerciaux régionaux (2001-2003), adjointe au chef du service économique de l'ambassade de France au Caire (2003-2006), chef du bureau de la Criminalité financière, de l'Investissement et des Sanctions (2006-2009), adjointe au chef du service économique de l'ambassade de France à Washington (2009-2012), secrétaire générale adjointe de la DGT (2012-2016). Depuis juillet 2016, elle dirige l'Institut de la gestion publique et du développement économique (IGPDE), l'opérateur de formation des ministères de l'Économie, de l'Action et des Comptes publics.

ROLLAND-BOULESTREAU Anne

Maître de conférences en histoire moderne à l'université catholique de l'Ouest (Angers), Anne Rolland-Boulestreau a présenté une thèse sur les communautés rurales, les notabilités angevines et leur rapport à l'État de 1730 à 1830. Cette recherche a été publiée en 2004, aux Presses universitaires de Rennes, sous le titre : *Les notables des Mauges, Communautés rurales et Révolution 1750-1830*. À partir des sources républicaines, écrites au jour le jour et pour la plupart conservées aux archives départementales de Maine-et-Loire et au Service historique de la Défense à Vincennes, elle a voulu montrer ce qu'était une armée en campagne pendant la guerre civile. En 2015, elle a publié chez Fayard *Les colonnes infernales. Violences et guerre civile en Vendée militaire 1794-1795*. Elle prépare actuellement une habilitation à diriger des recherches sur la pacification dans l'Ouest de la France. Dans ce travail notamment, elle étudie les communautés ligériennes face aux réformes

révolutionnaires, leurs adhésions ou au contraire leurs refus qui lui conduisent, parfois, à prendre les armes.

SCHOLZ Luca

Luca Scholz est *fellow* au Stanford Humanities Center et *lecturer* dans le département d'histoire de l'université de Stanford (États-Unis). Ancien élève de l'École des hautes études en sciences sociales (France) et de l'université de Heidelberg (Allemagne), il a obtenu son doctorat en histoire à l'Institut universitaire européen en 2016. Avant de venir à Stanford, il a enseigné à l'université libre de Berlin. Il a aussi été chercheur invité à l'université de Saint Andrews et à la Columbia University. Auteur de plusieurs articles sur l'histoire des passeports et la protection de la mobilité à l'époque moderne, il prépare une monographie sur l'histoire de la libre circulation dans le Saint-Empire à la même époque. Il a récemment publié « Le passeport insulté. Lettres de passage et ambiguïté territoriale dans le Saint-Empire au XVII^e siècle », dans Falk Bretschneider et Christophe Duhamelle (dir.), *Le Saint-Empire revisité. Politique, espace et société (XVI^e-XVIII^e siècle)*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, à paraître ; « Protection and the Channelling of Movement on the Margins of the Holy Roman Empire », dans Bain Attwood, Lauren Benton et Adam Clulow (dir.), *Protection and Empire. A Global History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017 ; « Frei und sicher ? Geleitschutz und Bewegungshoheit im Alten Reich des späten 16. Jahrhunderts », dans Christian Windler, Nadir Weber, Tilman Haug (dir.), *Protegierte und Protektoren*, Cologne, Weimar, Vienne, Böhlau, 2016.

SUBI Anthony

Professeur certifié au collège Bergpfad de Ham-sous-Varsberg (Moselle), Anthony Subi est titulaire d'un master recherche de l'université d'Aix-Marseille. Ses recherches portent sur la géohistoire du terroir marseillais et les pratiques commerciales parallèles (pacotille, contrebande...) qui le structuraient. Il est également lauréat du prix Jean-Clinquart, décerné par l'Association pour l'histoire de l'administration des Douanes, pour son travail sur « La contrebande à Marseille aux XVII^e et XVIII^e siècles », dont le manuscrit est en cours de publication aux éditions L'Harmattan.

TOUCHELAY Béatrice

Béatrice Touchelay est professeure d'histoire contemporaine à l'université de Lille, chercheuse associée à l'Institut de recherches historiques du Septentrion (UMR 8529) et présidente de l'Association d'histoire du management et des organisations. Spécialiste de l'histoire des statistiques et de la comptabilité des entreprises dans la France et le monde industrialisé contemporain (XIX^e-XX^e siècle), elle s'intéresse plus largement à l'information économique et sociale, et plus précisément à l'histoire des chiffres statistiques et comptables définis comme des conventions visant à guider l'action des acteurs de l'économie, à encadrer, à classer ou à contrôler. Elle s'intéresse en outre à l'histoire de la fiscalité de guerre et du contrôle fiscal et économique aux XIX^e et XX^e siècles. Elle a co-organisé le séminaire de recherches Chiffres privés, chiffres publics (2013-2016) ; a codirigé avec Didier Bensadon et Nicolas Praquin le *Dictionnaire historique de la comptabilité des entreprises*, Lille, Presses universitaires du Septentrion, 2015, et avec Isabelle Bruno et Florence Jany-Catrice, *The Social Sciences of Quantification. From Politics of Large Numbers to Target-Driven Policies*, Springer, 2016. Elle a corédigé avec Cheryl Mac Watters « La comptabilité et l'expertise à l'origine d'un empire industriel : Marcel Boussac et la contribution extraordinaire sur les bénéficiaires de guerre », *Revue du Nord*, juil.-sept. 2017, p. 629-643 ; a rédigé « Comptabilité et fraude fiscale avant la normalisation (1914-1940) », dans Jean-Paul Barrière, Régis Boulat, Alain Chatriot, Pierre Lamard et Jean-Michel Minovez (dir.), *Les trames de l'histoire :*

entreprises, territoires, consommations, institutions. Mélanges en l'honneur de Jean-Claude Daumas, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2017, p. 591-599, et « La naissance du service de vérification comptable en France (1933) ou la confiance déçue ? », dans Mathieu Floquet, Pierre Labardin, Yves Le Van (dir.), *L'histoire comme méthode pour comprendre le management. Mélanges en l'honneur du professeur Marc Nikitin*, Paris, L'Harmattan, 2017, p. 247-260.